

---

---

**CHAIRE**

**de recherche  
en immigration, ethnicité  
et citoyenneté (CRIEC)**

**UQÀM**



Secrétariat  
de l'Assemblée des  
Premières Nations  
du Québec  
et du Labrador

Secretariat of the  
Assembly of the  
First Nations  
of Quebec  
and Labrador



## Colloque

# POUR UN QUÉBEC FIER DE SES RELATIONS AVEC LES PREMIERS PEUPLES : politique et plan d'action pour contrer le racisme

**Université du Québec à Montréal  
Salle Alfred-Laliberté  
Les 21 et 22 mars 2011**

Sous les auspices de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations (CRIEC), l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) et la Commission canadienne pour l'UNESCO.

**► Notes biographiques des  
intervenantes et intervenants ◀**



COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO  
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO

[www.unesco.ca](http://www.unesco.ca)



Institut d'études  
internationales de Montréal

**UQÀM**

---

---

## Notes biographiques des intervenantes et intervenants

---



**Gilles Audette** est directeur général de la Fondation de la formation économique du Fonds de Solidarité (FTQ). Gilles Audette a plus de 45 années d'expérience dans le domaine des relations de travail. Il a occupé différentes fonctions telles que délégué, secrétaire-financier et président de son syndicat local à Schefferville, directeur de la région de Montréal du syndicat des Métallos, représentant du CTC et de la FTQ au Bureau International du Travail à Genève, en 1991 et 1992 et membre du Conseil Général de la FTQ. De 1992 à 2007, il a dirigé le service des relations avec les travailleurs

dans les entreprises partenaires du Fonds de solidarité FTQ. Il a été conseiller politique du président de la FTQ de janvier 2008 à janvier 2011. En janvier 2011, on le nomme directeur général de la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité FTQ et il devient responsable de la formation économique des travailleurs dans les entreprises partenaires du Fonds, dans le réseau syndical, ainsi que celui du Fonds.

Originaire de la communauté innue de Mani Utenam, **Michèle Audette** suit les traces de sa mère Evelyne St-Onge en s'investissant activement au sein de l'Association des Femmes autochtones du Québec. Engagée dans le mouvement depuis 1990, elle en a été élue présidente en novembre 1998. En plus de poursuivre les engagements de ses prédécesseures en matière de droit à l'égalité, Michèle Audette défendra vivement les positions des femmes dans le dossier du projet de *Loi C-7* portant sur la gouvernance des Premières Nations, dans le dossier du partage des biens matrimoniaux ainsi que dans celui de l'Approche commune. Elle profitera également de son mandat pour sensibiliser les décideurs à l'importance de la santé des femmes, des maisons d'hébergement pour femmes autochtones, de la jeunesse et du développement international. Ses efforts conduiront à la création de quatre nouveaux postes de coordonnatrices au sein de l'Association lui permettant ainsi d'élargir son rayonnement et de gagner en visibilité. Pour souligner ses nombreuses réalisations, l'Association recevra, en 2001, une Mention d'honneur de la Commission des droits de la personne et de la Jeunesse du Québec. En plus de faire partie de nombreux comités et conseils d'administration, Michèle Audette agira également, en 2001, en tant que présidente intérimaire auprès de l'Association des Femmes Autochtones du Canada. Son implication sociale lui a valu plusieurs prix et mentions d'honneur, dont le prix Femme de mérite, catégorie Engagement communautaire, en 2004. Elle figurait également, en 2003, parmi les personnalités de la semaine présentées par le quotidien La Presse. Instigatrice de la Marche Amun, le 4 mai dernier Wendake fut le



point de rassemblement du coup d'envoi de la Marche AMUN (500 km de Wendake à la colline parlementaire à Ottawa) qui visait à poursuivre la lutte entreprise par Sharon McIvor d'interpeller le gouvernement canadien pour qu'il corrige toute forme de discrimination incluse à la Loi sur les Indiens. Michèle Audette est présidente de FAQ depuis novembre 2010.



De 1967 à 1995, **Jean-Paul Audy** a œuvré à titre de fonctionnaire au Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada principalement dans les secteurs des finances et de l'administration où il a occupé divers postes dont commis, agent, superviseur et chef de service dans différentes régions du Québec. Au moment de sa retraite en 1995, Jean-Paul Audy s'est relogé dans la municipalité de Pointe-à-la-Croix en Gaspésie, communauté qui compte 1 600 habitants, où il devient le maire de cet endroit lors de l'élection de novembre 2001, fonction qu'il occupe encore aujourd'hui.

**Patrick Bacon** a un baccalauréat en histoire de l'Université de Sherbrooke et une maîtrise en relations internationales de l'Université Laval (IQHÉI). Depuis 2006, il travaille pour le Bureau de développement social de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador. Il est conseiller pour l'initiative de lutte contre la pauvreté. Il travaille notamment sur un projet de mobilisation pour lutter contre la pauvreté chez les Premières Nations, au Québec.



**Jacqueline Bernier** est hygiéniste dentaire de formation. Elle est à l'emploi du Centre de Santé Tulattavik de l'Ungava (CSTU) à Kuujuaq depuis 1992, comme hygiéniste dentaire en santé communautaire. Son travail l'a amené à travailler dans toutes les communautés inuit de la Baie d'Ungava. Son implication syndicale a débuté deux années plus tard soit en 1994. Elle a occupé différentes fonctions au sein de l'exécutif du syndicat local, le syndicat des travailleuses et travailleurs du CSTU (STTCSTU). En mai 2010, Jacqueline Bernier a été élue présidente du STTCSTU. Elle est également militante élue au sein du comité de négociation de la FSSS-CSN secteur public.

**Claudette Carbonneau** a été élue au poste de présidente par le 60<sup>e</sup> Congrès de la CSN, le 30 mai 2002. Elle est la première femme, en 88 ans d'histoire de la CSN, à présider la destinée de cette organisation syndicale, la deuxième en importance au Québec. Claudette Carbonneau a la responsabilité de présider une organisation qui compte neuf fédérations sectorielles ainsi que treize conseils centraux régionaux et qui regroupe 300 000 membres dans les secteurs privé et public. Elle doit s'acquitter de nombreuses fonctions, entre autres, les mandats dévolus au Service des communications et aux Relations internationales. Depuis le congrès de fondation de la Confédération syndicale internationale (CSI) en novembre 2006, Claudette Carbonneau est vice-présidente au conseil général de cette organisation, et occupe le siège de première substitut de la délégation canadienne. Elle voit à la bonne marche de différents dossiers, dont les coordinations des services de la CSN et la politique des alliances. Elle représente la CSN dans de nombreux organismes et conseils, dont Fondation, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, la Caisse de dépôt et placement du Québec.



**Ralph Cleary** est directeur-général de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ) depuis 2008. Diplômé en administration des affaires de l'Université du Québec à Chicoutimi, il a œuvré au sein d'entreprises privées avant d'occuper un poste aux ressources humaines au Conseil de bande des Montagnais du Lac Saint-Jean en 1996. Par la suite, il acceptera en 2000 de relever de nouveaux défis au sein de la CDRHPNQ à titre de directeur des finances et des services administratifs; poste qu'il occupera jusqu'en 2008. Aujourd'hui, l'organisation qu'il dirige, accompagne les individus en démarches d'employabilités autant au niveau des formations nécessaires à compléter qu'au niveau des recherches pour l'acquisition d'un emploi.

Directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or depuis 20 ans, **Edith Cloutier** est également présidente du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Depuis 2009, elle est co-directrice de l'Alliance de recherche ODENA, « Les Autochtones et la ville ». Reconnue pour son engagement et son leadership proactif au service du mieux-être des Autochtones en milieu urbain, c'est son approche dynamique et humaine, axée sur la recherche de solutions et sur le rapprochement entre les peuples qui distingue son parcours. Sous sa direction, le Centre d'amitié autochtone est devenu un véritable carrefour de services, un milieu de vie et un ancrage culturel



pour les Premiers Peuples à Val-d'Or. Son engagement lui a valu plusieurs prix de reconnaissance. Elle a été reçue Chevalier de l'Ordre national du Québec en 2006 et a été récipiendaire du prix d'excellence « Service public » décerné par la Fondation nationale des réalisations autochtones en mars 2010.

Conseillère municipale à Lachine depuis 1988, **Jane Cowell-Poitras** est réélue en novembre 2009 et nommée, pour un troisième mandat, conseillère de ville pour l'arrondissement de Lachine. Elle est aussi renommée maire suppléante et conseillère associée au développement social, à la famille et aux aînés. De plus, elle fait partie du comité exécutif de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal. Grandement impliquée au niveau municipal, Jane Cowell-Poitras fait aussi partie de deux importants comités du gouvernement provincial soit le Conseil de la famille et de l'enfance ainsi que le Comité consultatif de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.



**Nicole de Sève** est conseillère aux droits dossiers sociopolitiques à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). Elle a poursuivi des études en anthropologie à l'Université de Syracuse aux États-Unis et de maîtrise en sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Elle travaille pour la CSQ depuis 1986. Depuis 1994, elle effectue des analyses sur politiques publiques notamment celles reliées à la langue française la lutte à la pauvreté, les droits socioéconomiques et les conventions internationales, les droits des peuples autochtones et les questions reliées à l'immigration. Elle est conseillère auprès du Comité et du Réseau d'action sociopolitique de la Centrale et du Groupe de travail sur le syndicalisme en milieu autochtone. Elle représente régulièrement la Centrale auprès de groupes sociaux, d'instituts de recherche ou d'instances gouvernementales. Nicole de Sève est aussi responsable de la vigie parlementaire et de l'analyse de la conjoncture sociopolitique nationale et internationale présentée lors des instances de la CSQ.

**Sylvie Godin** est vice-présidente chargée des droits de l'enfant et des jeunes à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Dans ces fonctions, elle s'est employée à affermir la mission de la Commission envers la jeunesse afin de promouvoir les droits de l'enfant en conformité avec les récentes modifications apportées à la Loi sur la protection de l'enfance et des jeunes et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Avocate de formation, Sylvie Godin est diplômée de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa; elle a été reçue au Barreau du Québec en 1983. Durant sa pratique privée à Joliette et à Montréal, elle s'est spécialisée en droit criminel et en droit de la protection de l'enfant et des jeunes. Elle a aussi été adjointe au ministre et directrice des



communications au Cabinet du premier ministre du Québec. Elle a siégé au conseil d'administration de divers établissements de Montréal tels que la Place des Arts, le Théâtre d'Aujourd'hui et la Fondation de l'Hôpital Douglas.



**Édith Garneau** agit en tant que conseillère en matières autochtones depuis 2003 auprès du président et directeur général de la Commission de la construction du Québec. Elle a auparavant été chercheure postdoctorale au département de science politique à l'Université de Chicago. Ses recherches ont alors porté sur les chevauchements identitaires des femmes autochtones au Canada au regard du droit à l'autodétermination des peuples autochtones selon le phénomène de transnationalisme du mouvement autochtone. Elle détient un doctorat en sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal, une maîtrise et un baccalauréat de l'Université d'Ottawa. Elle a coordonné le Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC –UQAM).

**André Jacob** est professeur associé à l'École de travail social de l'UQAM. Toute sa carrière a été orientée vers les pratiques sociales face au racisme et à la discrimination par rapport aux droits humains et à la coopération internationale. Son engagement lui a valu plusieurs prix, dont le Prix «droits et libertés » de la Commission des droits de la personne du Québec et un Prix d'excellence en matière de relations interethniques de Patrimoine Canada. Durant sa carrière, il a été impliqué dans plusieurs projets de coopération en Amérique latine et au Mali. Actuellement, il est coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations (un volet de la CRIEC), et chercheur régulier à la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC).



**Micheline Labelle** est professeure titulaire, Département de sociologie et titulaire de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté et de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations, à l'UQAM. La CRIEC est membre de l'institut d'études internationales de Montréal (UQAM). Ses recherches portent notamment sur les politiques d'immigration et d'aménagement de la diversité, le nationalisme et les processus de racisation. Elle a récemment publié *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois* (avec F. Rocher, 2004); *Le devoir de mémoire et les politiques du pardon* (avec R. Antonius et G. Leroux, 2005); *Immigration et multiculturalisme : les associations arabo-musulmanes face à l'État canadien et québécois* (avec F. Rocher et R. Antonius, 2009); *Racisme et antiracisme au Québec. Discours et déclinaisons*, 2010. Elle a réalisé des études dans le cadre de la

Coalition internationale des villes contre le racisme pour l'UNESCO. Elle a été membre du *Conseil des relations interculturelles du Québec* (2002-2004) et du CA de l'*Association internationale des études québécoises* (2003 à 2009).

**Cynthia Lacasse** Cynthia occupe le poste de chargée de programme, Sciences sociales et humaines, depuis février 2009. Son mandat consiste à renforcer et à supporter l'engagement des Canadiens sur une variété de dossiers incluant l'éthique, les transformations sociales et la lutte contre le racisme et la discrimination. Elle agit comme point focal pour la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination, un réseau de 43 municipalités et de nombreux partenaires gouvernementaux et de la société civile engagés à développer et renforcer leurs politiques et programmes sur ces enjeux. Avant de rejoindre la Commission canadienne pour l'UNESCO en 2005, en tant que chargée de programme, Jeunesse, Cynthia a complété un stage de sept mois au bureau de liaison auprès des Nations Unies de l'Organisation internationale du Travail à New York (ILO-NY). Cynthia détient un baccalauréat en science politique (2001) et une maîtrise en relations internationales (2005) de l'Université Laval.



**Cynthia Lacasse** has held the Social and Human Sciences portfolio at the Canadian Commission for UNESCO since March 2009. Her role is to strengthen and support the engagement of Canadians in a variety of files including ethics, social transformations and the fight against racism and discrimination. She is the focal point for the Canadian Coalition of Municipalities Against Racism and Discrimination (CCMARD), a network of 43 municipalities and numerous governmental and civil society partners committed to developing and reinforcing their policies and programmes. Prior to joining the Canadian Commission for UNESCO in 2005 as Programme Officer, Youth, she completed a seven-month internship with the International Labour Organization (ILO) Liaison Office to the United Nations in New York. Cynthia received a B.A. in Political Science (2001) and an M.A. in International Relations (2005) from Université Laval in Québec City.



**Patrice K. Lacasse** a travaillé pour le Conseil de bande de Uashat mak Mani-Utenam pendant plusieurs années. Il a principalement œuvré dans le secteur du développement social. Il a joint la Commission de la santé des Premières Nations du Québec et du Labrador en 2002. Il a participé à la mise en place du secteur développement social, qui aujourd'hui, s'occupe des programmes de la sécurité du revenu, de l'insertion socioprofessionnelle, de gestion de l'information et d'une initiative de lutte à la pauvreté. Il a obtenu un baccalauréat en histoire de l'UQAM et une maîtrise en gestion des organisations de l'UQAC.

**François Larsen** est le directeur de la Recherche, de l'Éducation coopération et des communications à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse du Québec. Il possède une vaste expérience en communications, relations média et communautaire, développement stratégique, développement de politiques et en gestion de projets complexes. Son travail lui a mérité plusieurs distinctions, dont un prix spécial du Premier ministre de l'Ontario pour sa participation au développement du document de la Commission ontarienne des droits de la personne : *Politique et directives concernant le handicap et l'obligation d'accommodement*. Il a été responsable de plusieurs projets dont les consultations de la commission ontarienne des droits de la personne sur le profilage racial, la discrimination en matière de logement, les agressions contre les pêcheurs d'origine asiatique, la fin de la retraite obligatoire, les besoins des élèves handicapés, les droits de la personne et la famille. Son travail a toujours été caractérisé par une approche pluridisciplinaire dans la lutte aux discriminations qui privilégie la consultation constante avec les communautés touchées par les questions de droits.

Anthropologue de formation, **Pierre Lepage** a d'abord enseigné au collégial où il s'est intéressé aux relations interethniques et raciales. Par la suite, il a œuvré pendant 33 ans au sein de la direction de l'Éducation et de la Coopération de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec. Il y a acquis une longue expérience de terrain dans les relations entre autochtones et non-autochtones. Entre 1998 et 2008, en partenariat avec l'Institut Tshakapesh, il a coordonné un programme de sensibilisation aux réalités autochtones en milieu scolaire québécois sur le thème : *La rencontre Québécois-Autochtones*.



C'est dans le cadre de ce programme qu'il a réalisé un outil pédagogique intitulé *Mythes et réalités sur les peuples autochtones*, disponible en version anglaise sous le titre *Aboriginal Peoples : Fact and Fiction*. Conférencier auprès de publics diversifiés et auteur de plusieurs articles sur les Autochtones et les droits de la personne, Pierre Lepage se consacre désormais à la sensibilisation du public aux réalités autochtones.

**Diane Marois** et **Andy Baribeau** travaillent à aider les entreprises dans des dossiers d'intégration autochtone ainsi que de gestion. **Diane Marois** se spécialise dans la gestion et la mise en place de structures ou la restructuration des ressources humaines et de la santé et sécurité. Ses vastes connaissances de l'intégration en milieu cri ou non-cri ainsi que la négociation, la mise en place et la gestion de plusieurs conventions collectives de travail ajoutent une dimension très actuelle à son profil professionnel en ce qui est de l'intégration des ententes et de la main-d'œuvre autochtone. Après avoir travaillé pour de grandes compagnies minières, elle travaille aussi avec différentes organisations dans le développement et la mise



en place de structures reliées aux ressources humaines. Avec une expérience de près de 20 ans à des postes de gestion et d'intégration, **Andy Baribeau** s'est surtout spécialisé en négociation, intégration et gestion des ressources humaines. Il a été responsable de la mise en place de structures pour l'entente conclue entre les Mines Inmet et la Nation crie de Mistissini pour la mine Troilus. Il a œuvré pour la Commission scolaire Crie où il a eu à négocier trois conventions collectives. De 2007 à 2010 en tant que Directeur des relations avec le milieu pour Goldcorp – Mines Opinaca, il fut négociateur pour une entente avec la Nation Crie. Ses employeurs comptent Hydro-Québec, les Mines Inmet, la Nation crie de Mistissini, la Commission scolaire crie et Goldcorp. Il a également, pendant plus de 10 ans, siégé comme membre du Conseil de la Nation crie de Mistissini où il a, notamment, détenu le portfolio du développement économique. Actuellement, il est négociateur pour la Nation crie de Mistissini dans le développement d'une entente avec une compagnie minière. Il est aussi actif auprès de différentes compagnies ainsi que pour des premières nations dans des dossiers d'intégration et de gestion.



**Nakuset** est originaire de la Nation crie du Lac La Ronge, en Saskatchewan. Elle fut adoptée par une famille Juive dès sa jeune enfance. Cette expérience en tant qu'enfant autochtone adoptée lui a inculqué un grand discernement. Elle siège présentement sur un Comité du Batshaw Youth and Family Services, pour venir en aide et pour soutenir les enfants autochtones dont ils ont soin. Elle travaille au Foyer pour Femmes Autochtones depuis 1999, où elle y a fait ses débuts en tant que travailleuse de première ligne. Elle a gravi tous échelons pour devenir la directrice générale. Elle occupe présentement le poste de coprésidente de la Stratégie urbaine de la communauté autochtone de Montréal.

**Nakuset** is from the Cree Nation of Lac La Ronge, in Saskatchewan. She was adopted by a Jewish family as a child. this experience as a native adoptee has given her the insight and she currently sits on a committee with Batshaw Youth and Family Services to help support Aboriginal children in care. She has been working at the Native Women's Shelter since 1999, beginning as a Front line worker and worked her way up to Executive Director. She is currently the co-president of the Montreal Urban Aboriginal Community Strategy. She is the proud mother of two young boys, Kistin and Mahkisis.

**Roxana Paniagua Humeres** est née à Sucre, Bolivie et réside au Québec depuis 1981. Elle enseigne la sociologie au département des Sciences sociales du Collège de Maisonneuve et est doctorante au Département de sociologie à l'Université du Québec à Montréal où elle prépare une thèse sur l'exclusion politique des autochtones en Bolivie. Roxana Paniagua Humeres est aussi journaliste et membre du Collectif d'information sur la Bolivie à Montréal. Elle est impliquée activement dans la vie communautaire au Québec et suit de près le processus politique bolivien.



**Claude Picard** est membre de la Nation huronne-wendat. Il détient une maîtrise en analyse des politiques publiques. Depuis 1999, Claude Picard est conseiller politique à l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. Auparavant, il a cumulé diverses expériences dans l'élaboration, la gestion, l'analyse et l'évaluation de programmes et de projets majoritairement liés aux affaires autochtones, qu'il a acquises auprès, entre autres, des Affaires indiennes et du Nord Canada, du Secrétariat aux activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit, du Secrétariat d'État du Canada, du Secrétariat aux affaires autochtones et du Groupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

**Ghislain Picard** est Innu de la communauté de Pessamit. Entre 1976 et 1989, il a consacré la plus grande partie de son temps au domaine des communications. Il a par ailleurs été responsable des communications et des relations avec les médias pour le Conseil Atikamekw Montagnais (CAM). Il a entre autres publié un périodique «Tepatshimuwin» destiné aux communautés atikamekw et innues. Au début des années 1980, Ghislain Picard a été président du Centre d'amitié autochtone de Québec. En 1983, il a été très actif dans la mise sur pied d'un réseau de radios communautaires au sein de sa nation. Il a d'ailleurs été l'un des fondateurs de la Société de communication atikamekw et montagnaise (SOCAM) qui produit des émissions radiophoniques en langue autochtone. Vers le milieu des années 1980, Ghislain Picard a participé, au nom de la SOCAM, à une étude internationale pour l'UNESCO sur le rôle de la communication dans les communautés rurales. Après avoir occupé le poste de vice-président du CAM en 1989, il a été élu Chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador en 1992. Il a occupé cette fonction jusqu'à aujourd'hui. À ce titre, il a siégé sur le comité exécutif de l'Assemblée des Premières Nations au niveau national et a agi successivement comme porte-parole principal sur les



dossiers de l'éducation, des langues autochtones, des affaires relatives à la santé ainsi que du dossier international. Ghislain Picard a été reçu, le 28 octobre 2003, chevalier de l'Ordre national du Québec. Il a reçu l'insigne de Chevalier de la Légion d'Honneur des mains du Consul Général de France le 24 janvier 2005.



**Roméo Saganash** est né sur le territoire de la Nation Crie de Waswanipi dans le nord du Québec. Titulaire d'un diplôme en sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal délivré en 1989, il a milité dans un grand nombre d'associations et d'entreprises autochtones et cries, dont le Conseil des Jeunes de la Nation Crie (qu'il a fondé et présidé), Creeco Inc. et la Société Eeyou de la Baie James; il s'est également engagé auprès des Cries de Waswanipi, sa communauté d'origine. De 1990 à 1993, il a été vice-grand chef du Grand Conseil des Cries (du Québec) et vice-président du conseil de l'Administration régionale crie. Au cours des 20 dernières années, il a représenté les Cries à un grand nombre de conférences et de colloques nationaux et internationaux sur les peuples autochtones et l'environnement, la constitution, l'autodétermination ou encore, le droit international et les droits de la personne. Depuis 1993, il est le directeur des relations avec le Québec et le monde au Grand Conseil des Cries. Roméo Saganash a reçu le prix Reconnaissance de l'Université du Québec à Montréal en 2003 pour sa contribution à la promotion des droits des Cries et des autochtones du Québec.

**Béatrice Vaugrante** est directrice générale d'Amnistie internationale (AI) Canada francophone depuis 2006. Pendant près de dix ans, elle a occupé diverses fonctions bénévoles couvrant les questions relatives aux droits économiques et sociaux, à la responsabilité sociale des entreprises et la lutte contre les violences faites aux femmes. Elle fut aussi présidente du conseil d'administration de 2003 à 2005. Sous sa direction, la section s'est engagée particulièrement sur la défense des droits des peuples autochtones au Canada, et la lutte contre la pauvreté par l'angle des droits humains dans le cadre de la campagne mondiale Exigeons la Dignité (Demand Dignity). Au sein du Mouvement AI lors des rencontres internationales, elle a contribué à faire évoluer les positions de AI sur les droits sexuels et reproductifs. Elle a fait partie de la délégation mondiale d'Amnistie pour le forum social mondial à Mumbai, Inde en 2004, et a participé à une mission de AI au Burkina Faso en 2010. Elle détient un MBA de HEC Paris.





**Pierre (Peter) Vicaire** est un résident Migmaq français de Listuguj. Son père est Migmaq et sa mère canadienne-française. Il est coordinateur du projet Harmonie Inter communautés depuis 2002. Dans le cadre de ce projet, il travaille avec les jeunes de la maternelle au secondaire et les maisons des jeunes. Il vient rejoindre les adultes au travers des jeunes qui racontent et démontrent leur échange avec eux à la maison. Le projet peut rejoindre jusqu'à 500 jeunes et 100 adultes dans les plus de 40 activités d'échange dans une année (Signature du traité d'Harmonie annuel, ateliers artisanat autochtone, fiche de correspondance, carte d'échange, sorties et visites de groupes, etc.